

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1714

28 juillet 2011

SOMMAIRE

| | | | |
|--|-------|---|-------|
| Balmalbe Holding S.A. - SPF | 82256 | K.C.H.N. | 82272 |
| Balmalbe Holding S.A. - SPF | 82256 | Khann Investments S.A. | 82256 |
| Balmalbe Participations S.A. | 82257 | Kitchener Luxco S.à r.l. | 82266 |
| Balmalbe Participations S.A. | 82236 | Labrys S.A. | 82266 |
| Belgalux S.A. | 82226 | Labrys S.A. | 82266 |
| Belgalux S.A. | 82226 | Labrys S.A. | 82266 |
| Belgalux S.A. | 82236 | Labrys S.A. | 82268 |
| Belgalux S.A. | 82237 | Les Ecuries Melinoises S.A. | 82266 |
| Belgalux S.A. | 82237 | LSF6 Lux Investments VIII S.à r.l. | 82268 |
| BRG Baudienstleistung und Recycling GmbH Lux | 82236 | LSF6 Lux Investments VIII S.à r.l. | 82268 |
| Caprion Proteomics Sàrl | 82237 | MEP II S. à r.l. | 82267 |
| CGP Frozen Luxco S.à r.l. | 82238 | MEP S.à r.l. | 82269 |
| Cicipi | 82238 | New CV Luxco S.à r.l. | 82267 |
| COLFIN S.A. | 82237 | New Generation Investments Luxem- bourg S.C.A. | 82240 |
| Convictio Fund | 82238 | New Generation Investments Luxem- bourg S.C.A. Sicar | 82240 |
| CVF Lux Finance II S.à r.l. | 82239 | Norst European Invest S.A. | 82271 |
| CVF Lux Finance S.à r.l. | 82239 | Petrella S.à r.l. | 82269 |
| CVF Lux Securities Trading S.à r.l. | 82240 | Private Equity Partners (Lux) S.A. | 82268 |
| Développement & Rénovation Sàrl | 82240 | Retail Operating Company Luxembourg | 82271 |
| DPLX S.à r.l. | 82240 | Rosy Blue Carat S.A. | 82271 |
| DPLX S.à r.l. | 82255 | RX Healthcare Immobilien S.A. | 82255 |
| DPLX S.à r.l. | 82255 | Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l. | 82255 |
| Ebony Holding S.à r.l. | 82258 | Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l. | 82238 |
| European Card Services S.à r.l. | 82257 | Spotclark S.à r.l. | 82256 |
| European News Exchange S.A. | 82257 | S.R.M.I. International S.à r.l. | 82239 |
| ExxonMobil Asia Finance | 82258 | Stronghold S.à r.l., SPF | 82256 |
| ExxonMobil Asia International S.à r.l. | 82258 | Vector Holding International S. à r.l. | 82270 |
| Financière d'Investissement Privée | 82257 | Vitilia Properties S.A. | 82270 |
| Henderson Diversified Income (Luxem- bourg) S.à r.l. | 82258 | W.L.F. Invest S.A. | 82226 |
| ILP II S.à r.l. | 82265 | W.L.F. Invest Srl | 82226 |
| Immobilier Fashion S.A. | 82272 | W-Tanka S.A. | 82255 |
| International Company Invest S.A. | 82265 | | |

Belgalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 93.144.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011080338/10.

(110088769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Belgalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 93.144.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011080339/10.

(110088771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

**W.L.F. Invest Srl, Société Anonyme,
(anc. W.L.F. Invest S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 135.003.

L'an deux mille onze, le onze mai

Par-devant nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de la société «W.L.F. INVEST S.A.», une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (i) ayant son siège social à 8 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, (ii) constituée suivant acte notarié dressé en date du 07 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, sous le numéro 280 du 2 février 2008, et page 13395 et dont les statuts ne furent jamais modifiés depuis son acte de constitution, (iii) immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro 135 003 et (iv) dont le capital social est actuellement fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000,- EUR) représenté par six mille deux cents (6'200) actions ordinaires ayant une valeur nominale de CINQ EUROS (5.- EUR) chacune (la «Société»).

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Evelyne BEY, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur Stéphane LOMBARDI, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente Assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'Assemblée constate:

1) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

- 1) Modification de la dénomination de la Société en «W.L.F. INVEST SRL»;
- 2) Fixation de la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2050
- 3) Démission avec décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société;
- 4) Transfert du siège social statutaire et administratif de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie, et adoption par la Société de la nationalité italienne; décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales;

- 5) Fixation du nouveau siège social de la Société à Pordenone, Via Malignani n.1 (Italie);
 - 6) Soumission de la Société constituée au Luxembourg sous forme d'une société anonyme en celle d'une société à responsabilité limitée de droit italien;
 - 7) Modification de l'objet social de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article trois (2) [Oggetto] des statuts refondus de la Société en langue italienne;
 - 8) Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation italienne;
 - 9) Nomination d'un administrateur unique et fixation de la durée de son mandat;
 - 10) Délégation de pouvoirs;
 - 11) Que la présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.
- III) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'Assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée DECIDE de changer la raison sociale de la Société en «W.L.F. INVEST SRL».

Deuxième résolution

L'Assemblée DECIDE de fixer la durée de la Société jusqu'au 31 décembre 2050.

Troisième résolution

L'Assemblée DECIDE d'accepter, avec effet immédiat, la démission de Monsieur Gianpietro DIANA et de Mesdames Luisella MORESCHI et Frédérique VIGNERON de leurs mandats d'administrateur et également la démission de «GORDALE MARKETING LIMITED», en tant que commissaire aux comptes actuel de la Société et DECIDE de leur accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de leur mandat respectif jusqu'au jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée DECIDE de transférer le siège social administratif et le siège de direction effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Pordenone (Italie), de fixer sa nouvelle adresse à Via Malignani n. 1 et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969, et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

Cinquième résolution

L'Assemblée DECIDE de soumettre la Société, constituée auparavant au Grand-Duché de Luxembourg sous forme d'une société anonyme, en celle d'une société à responsabilité limitée (SRL) régie par le droit italien.

Sixième résolution

L'Assemblée DECIDE de modifier l'objet social de la Société dans son intégralité, de telle sorte que son nouveau libellé est maintenant défini par l'article deux (2) [Oggetto] des statuts refondus de la Société en langue italienne établis ci-après.

Septième résolution

Afin de refléter tous ces changements intervenus ci-avant, l'Assemblée DECIDE de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée «W.L.F. INVEST SRL» pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

Nouvelle version des statuts en langue Italienne:

«STATUTO

DI SOCIETÀ A RESPONSABILITÀ LIMITATA

Art. 1. Denominazione. È costituita una società denominata: "W.L.F. INVEST SRL".

Art. 2. Oggetto La società ha per oggetto prevalente:

- l'assunzione di partecipazioni, il finanziamento e il coordinamento tecnico e finanziario delle società od enti nei quali partecipa, la concessione di finanziamenti sotto qualsiasi forma, la prestazione di servizi di pagamento, il tutto non nei confronti del pubblico ed ai sensi degli articoli 106 e 113 del D. Lgs. N. 385 del 1° settembre 1993 e del D.M. 6 luglio 1994; le attività strumentali e connesse a quelle finanziarie svolte, quali lo studio, la ricerca e l'analisi in materia economica e finanziaria, la gestione di immobili ad uso funzionale, la gestione di servizi informatici o di elaborazione dati, la formazione e l'addestramento del personale, l'informazione commerciale, la locazione di cassette di sicurezza, il tutto ai sensi del

precitato D.M. 6 luglio 1994; l'acquisto, il possesso, la gestione e la vendita dei titoli pubblici e privati, non professionalmente né nei confronti del pubblico.

La società potrà inoltre svolgere le seguenti attività:

- l'acquisto, la vendita, la permuta, la costruzione, la ristrutturazione e la gestione di beni immobili e la costruzione di fabbricati in economia o mediante concessioni in appalto in Italia e all'estero;
- l'acquisto, la vendita di macchine e macchinari di qualsiasi genere, anche di tipo industriale, di autoveicoli, di autoveicoli in genere, di imbarcazioni e di altri beni strumentali di qualunque tipo;
- l'acquisto di crediti di impresa come disciplinato dalle norme del Codice Civile;
- l'acquisizione, lo sfruttamento e la cessione di brevetti industriali e progetti innovativi in genere;
- la progettazione e lo studio di linee di produzione e il relativo sviluppo intellettuale, il trasferimento di know-how;
- la consulenza amministrativa - gestionale e aziendale in tutte le sue forme in quanto permesso a norma di legge, la prestazione di servizi amministrativi, contabili e di elaborazione dati, solo in quanto non riservate ad attività protette;
- la prestazione di assistenza e servizi a favore di persone fisiche e giuridiche italiane ed estere operanti nel settore dell'industria e del commercio, l'esame comparativo delle attività economiche nei settori sopra indicati, la raccolta, l'esame e l'elaborazione dei dati, l'organizzazione, il coordinamento e l'espletamento di ogni servizio necessario alla gestione di attività economiche, la promozione di ricerche in campo pubblicitario, lo svolgimento di qualsiasi attività nel settore delle pubbliche relazioni e delle politiche di marketing.

La società potrà inoltre compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie, mobiliari e immobiliari che siano funzionalmente connesse allo scopo sociale.

Sono, comunque, tassativamente escluse:

le attività di consulenza riservate a specifiche categorie professionali; le attività di intermediazione mobiliare elencate all'articolo 1 della legge 2 gennaio 1991 n.1 e successive modifiche ed integrazioni; la sollecitazione del pubblico risparmio, ai sensi dell'art. 18 della legge 216/74 e successive modificazioni;

l'esercizio nei confronti del pubblico delle attività di cui all'art.106 e seguenti del D.Lgs. n. 385/1993;

la locazione finanziaria e/o l'erogazione del credito al consumo, anche nell'ambito dei propri soci.

La società, altresì, potrà partecipare finanziariamente e operativamente a joint ventures e a società miste, consorzi o raggruppamenti di imprese, assumere interessenze o partecipazioni in altre società aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio, solo se in via strumentale al conseguimento dello scopo sociale, nonché compiere qualsiasi operazione che abbia relazione con l'oggetto sociale, purché si tratti di attività per l'esercizio delle quali la società medesima presenti tutti i requisiti eventualmente richiesti dalle norme di legge.

Art. 3. Sede. La società ha sede in Pordenone.

Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dal Registro delle Imprese.

Art. 4. Durata. La durata della società è stabilita sino al 31 dicembre 2050.

ed è prorogabile con deliberazione dell'assemblea dei soci.

Art. 5. Capitale sociale. Il capitale sociale è di Euro 31.000.- (trentunmila Euro). In caso di acquisto da parte della società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dall'iscrizione della società nel registro delle imprese, non sarà necessaria l'autorizzazione dei soci ai sensi dell'articolo 2465 C.C.

Per le decisioni di aumento e riduzione del capitale sociale si applicano gli articoli 2481 e seguenti del c.c.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'articolo 2473 c.c.

Art. 6. Apporti e finanziamenti dei soci. La società potrà acquisire dai soci, previo consenso individuale degli stessi, versamenti in conto capitale o a fondo perduto, senza obbligo di rimborso, ovvero finanziamenti, con obbligo di rimborso, che si presumono infruttiferi, salva diversa determinazione risultante da atto scritto; il tutto nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento all'articolo 2467 c.c. ed a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

Art. 7. Emissione di titoli di debito. La società può emettere titoli di debito, nel rispetto delle vigenti norme di legge in materia.

È attribuita alla competenza dei soci l'emissione dei titoli di debito di cui all'articolo 2483 c.c.

La decisione relativa all'emissione dovrà essere adottata a maggioranza assoluta del capitale sociale; la relativa delibera dovrà risultare da verbale redatto da notaio ed il valore dell'emissione non potrà eccedere il valore del patrimonio netto risultante dall'ultimo bilancio approvato prima dell'emissione.

Art. 8. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi. I trasferimenti delle partecipazioni sociali sono efficaci nei confronti della società soltanto se risulta osservato il procedimento descritto nel presente articolo.

I trasferimenti delle partecipazioni sociali dovranno essere tempestivamente comunicati dai soci all'Organo Amministrativo.

In caso di trasferimento per atto tra vivi delle partecipazioni o di parte di esse, è riservato agli altri soci il diritto di prelazione.

Ai fini dell'esercizio della prelazione, chi intende alienare in tutto o in parte la propria partecipazione, dovrà dare comunicazione del proprio intendimento, della persona dell'acquirente e del corrispettivo offerto mediante lettera raccomandata A.R., agli altri soci ed a ciascun amministratore; i soci, nei trenta giorni dal ricevimento (risultante dal timbro postale) potranno esercitare la prelazione alle condizioni di cui in appresso, sempre a mezzo di lettera raccomandata A.R. inviata agli amministratori ed al socio alienante.

I soci aventi diritto potranno in ogni caso esercitare la prelazione a parità di condizioni.

Qualora il corrispettivo dell'alienazione sia di natura infungibile, i soci potranno esercitare la prelazione versando la somma di denaro corrispondente al valore del corrispettivo stesso, che il socio intenzionato ad alienare avrà indicato nella comunicazione di cui sopra. In mancanza della suddetta indicazione tale comunicazione sarà considerata priva di effetti.

Qualora il corrispettivo indicato sia considerato da uno o più prelazionari eccessivamente elevato in rapporto al valore della quota, questi ed il socio che intende alienare dovranno nominare di comune accordo un arbitratore che proceda a stimare la quota stessa. In mancanza di accordo tale arbitratore verrà nominato, a spese di entrambe le parti, dal Presidente del Tribunale in cui ha sede la società. In tal caso l'esercizio della prelazione potrà avvenire per il valore così attribuito alla partecipazione.

Qualora più soci intendano esercitare la prelazione, la quota offerta in vendita sarà ad essi attribuita in misura proporzionale alla partecipazione di ciascuno nella società.

Art. 9. Morte del socio. Le partecipazioni sono liberamente trasferibili per successione a causa di morte.

Art. 10. Recesso ed esclusione. Hanno diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle decisioni riguardanti:

- a. il cambiamento dell'oggetto della società;
- b. la trasformazione della società;
- c. la fusione e la scissione della società;
- d. la revoca dello stato di liquidazione;
- e. il trasferimento della sede della società all'estero;
- f. il compimento di operazioni che comportino una sostanziale modifica dell'oggetto della società;
- g. il compimento di operazioni che determinino una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci ai sensi dell'articolo 2468, quarto comma c.c.;
- h. l'aumento del capitale sociale mediante offerta di quote di nuova emissione a terzi, ex articolo 2481-bis c.c.;
- i. la proroga del termine di durata della società;
- l. l'introduzione o la rimozione di vincoli alla circolazione delle partecipazioni.

Il diritto di recesso spetta in tutti gli altri casi previsti dalla legge. Qualora la società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento ai sensi degli articoli 2497 e seguenti c.c., spetterà ai soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'articolo 2497-quater c.c.

I soci hanno altresì diritto di recedere dalla società in relazione al disposto dell'articolo 2469, comma secondo c.c.

Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'Organo Amministrativo mediante lettera inviata con raccomandata con ricevuta di ritorno.

La raccomandata deve essere inviata entro trenta giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente e del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

L'Organo Amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro 30 (trenta) giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società.

Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere fatta comunicazione al Registro delle Imprese.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro novanta giorni dall'esercizio del recesso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

Non sono previste specifiche ipotesi di esclusione del socio per giusta causa.

Art. 11. Liquidazione delle partecipazioni. Nelle ipotesi previste dall'articolo 10, le partecipazioni saranno rimborsate al socio o ai suoi eredi in proporzione del patrimonio sociale.

Il patrimonio della società è determinato dall'Organo Amministrativo, sentito il parere dei sindaci e del revisore, se nominati, tenendo conto del valore di mercato della partecipazione riferito al giorno della morte del socio, ovvero al momento di efficacia del recesso.

In caso di disaccordo, la valutazione delle partecipazioni, secondo i criteri sopra indicati, è effettuata, tramite relazione giurata, da un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede della società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica il primo comma dell'articolo 1349 c.c.

Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro centottanta giorni dalla ricezione da parte della società della comunicazione di recesso.

Il rimborso può avvenire mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni o da parte di un terzo concordemente individuato dai soci medesimi.

Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza riducendo il capitale sociale corrispondentemente. In questo ultimo caso si applica l'articolo 2482 c.c., e qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto, la società si scioglie ai sensi dell'articolo 2484, comma primo n.5 c.c.

Art. 12. Unico socio. Quando l'intera partecipazione appartiene ad un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'articolo 2470 c.c.

Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

Le dichiarazioni degli amministratori devono essere depositate presso il Registro delle Imprese entro trenta giorni dalla variazione della compagine sociale.

Art. 13. Soggezione ad attività di direzione e controllo. La società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497- bis, comma secondo c.c.

Art. 14. Amministratori. La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede della nomina:

a. da un Amministratore Unico;

b. da un Consiglio di Amministrazione composto da due o più membri, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina;

c. da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti o da esercitarsi a maggioranza.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un Consiglio di Amministrazione.

Per Organo Amministrativo si intende l'Amministratore Unico, oppure il Consiglio di Amministrazione, oppure l'insieme di amministratori cui sia affidata congiuntamente o disgiuntamente l'amministrazione.

Gli amministratori possono essere anche non soci.

Si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c.

Art. 15. Durata della carica, revoca, cessazione. Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

Gli amministratori sono rieleggibili.

La cessazione degli amministratori per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo Organo Amministrativo è stato ricostituito.

Art. 16. Consiglio di Amministrazione. Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il Consiglio di Amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente, ed eventualmente un Vice Presidente.

Le decisioni del Consiglio di Amministrazione, salvo quanto previsto al successivo articolo 17, possono essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

La procedura di consultazione scritta, o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli amministratori.

Il procedimento deve concludersi entro dieci giorni dal suo inizio, o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni del Consiglio di Amministrazione sono prese con il voto favorevole della maggioranza degli amministratori in carica, non computandosi le astensioni.

Le decisioni degli amministratori devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni degli amministratori. La relativa documentazione è conservata dalla società.

Art. 17. Adunanze del Consiglio di Amministrazione. In caso di richiesta di almeno un amministratore, il Consiglio di Amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

In questo caso il presidente convoca il Consiglio di Amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, Sindaci Effettivi e revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima.

Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci effettivi, se nominati.

Le riunioni del Consiglio di Amministrazione si possono svolgere con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, collegati con mezzi di telecomunicazione a cura della società, alle seguenti condizioni, di cui si darà atto nei relativi verbali:

a. che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b. che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c. che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d. che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio di Amministrazione, assunte con adunanza dello stesso, si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con la maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità di voti, la proposta si intende respinta.

Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario, se nominato, che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 18. Poteri dell'Organo Amministrativo. L'Organo Amministrativo ha tutti i poteri per l'amministrazione della società.

In sede di nomina possono tuttavia essere indicati limiti ai poteri degli amministratori.

Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri ad un Comitato Esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero ad uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto c.c.

Nel caso di Consiglio di Amministrazione formato da due membri, qualora gli amministratori non siano d'accordo circa la eventuale revoca di uno degli Amministratori Delegati, entrambi i membri del consiglio decadono dalla carica e devono entro quindici giorni sottoporre alla decisione dei soci la nomina di un nuovo Organo Amministrativo. Nel caso di nomina di più amministratori, al momento della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente o a maggioranza, ovvero alcuni poteri di amministrazione possono essere attribuiti in via disgiunta e altri in via congiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina, in ordine alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, detti poteri si intendono attribuiti agli amministratori congiuntamente tra loro.

Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione.

Possono essere nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, competenti a decidere sull'opposizione sono tutti gli amministratori.

Art. 19. Rappresentanza. L'Amministratore Unico ha la rappresentanza della società. In caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza della società spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione, al Vice Presidente, se nominato, ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati.

La firma sociale e la rappresentanza di fronte ai terzi ed in giudizio spettano altresì agli amministratori ed ai procuratori cui il Consiglio di Amministrazione le abbia delegate entro i limiti della delega.

Nel caso di nomina di più amministratori, la rappresentanza della società spetta agli stessi congiuntamente o disgiuntamente, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti in sede di nomina i poteri di amministrazione.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

Art. 20. Compensi degli amministratori. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un Comitato Esecutivo o di Consiglieri Delegati, il loro compenso è stabilito dal Consiglio di Amministrazione al momento della nomina.

Art. 21. Organo di controllo. La società può nominare il Collegio Sindacale o il Revisore.

Nei casi previsti dal secondo e terzo comma dell'articolo 2477 c.c., la nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria.

Art. 22. Composizione e durata. Il Collegio Sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti. Il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai soci, in occasione della nomina dello stesso collegio.

Nei casi di obbligatorietà della nomina, tutti i sindaci devono essere revisori contabili, iscritti nel registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

Qualora la nomina del Collegio Sindacale non sia obbligatoria per legge, si applica il secondo comma dell'articolo 2397 c.c.

I sindaci sono nominati dai soci. Essi restano in carica per tre esercizi e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica.

La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto nel momento in cui il collegio è stato ricostituito.

I sindaci sono rieleggibili.

Il compenso dei sindaci è determinato dai soci all'atto della nomina, per l'intero periodo della durata del loro ufficio.

Art. 23. Cause di ineleggibilità e di decadenza. Nei casi di obbligatorietà della nomina, non possono essere nominati alla carica di sindaco, e se nominati decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2399 c.c.

Art. 24. Cessazione dalla carica. I sindaci possono essere revocati solo per giusta causa e con decisione dei soci. La decisione di revoca deve essere approvata con decreto del Tribunale, sentito l'interessato.

In caso di morte, di rinuncia, di decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età. I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci per l'integrazione del collegio, da adottarsi su iniziativa dell'Organo Amministrativo, nei successivi trenta giorni. I nuovi nominati scadono insieme con quelli in carica.

In caso di cessazione del presidente, la presidenza è assunta, fino alla decisione di integrazione, dal sindaco più anziano.

Art. 25. Competenze e doveri del Collegio Sindacale. Il Collegio Sindacale ha i doveri e i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403-bis c.c. ed esercita il controllo contabile sulla società.

Si applicano le disposizioni di cui agli articoli 2406, 2407 e 2408, primo comma c.c.

Delle riunioni del collegio deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni del Collegio Sindacale e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni del Collegio Sindacale devono essere prese a maggioranza assoluta dei presenti.

Il sindaco dissenziente ha diritto di far iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

I sindaci devono assistere alle adunanze delle assemblee dei soci, alle adunanze del Consiglio di Amministrazione e del Comitato Esecutivo.

Il Collegio dei Sindaci deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. La riunione potrà tenersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, collegati con mezzi di telecomunicazione a cura della società; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste al precedente articolo 17 per le adunanze del Consiglio di Amministrazione.

Art. 26. Revisore. Qualora, in alternativa al Collegio Sindacale, e fuori dei casi di obbligatorietà dello stesso, la società nomini per il controllo contabile un Revisore, questi deve essere iscritto al registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

Si applicano al Revisore tutte le norme previste per lo stesso in materia di società per azioni.

Il compenso del Revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

Qualora i soci, nel procedere alla nomina, non abbiano deciso diversamente, l'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data di decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato con decisione dei soci.

Il Revisore svolge funzioni di controllo contabile sulla società; si applicano le disposizioni contenute nel D. Lgs. 29/2010.

Il Revisore è tenuto a redigere la relazione prevista dall'articolo 2429, comma secondo c.c.

Art. 27. Decisioni dei soci. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

- a. l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;
- b. la nomina degli amministratori e la struttura dell'Organo Amministrativo;
- c. la nomina dei sindaci e del Presidente del Collegio Sindacale o del Revisore;
- d. le modificazioni dello statuto;
- e. la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- f. la nomina dei liquidatori e i criteri di svolgimento della liquidazione.

Non è necessaria la decisione dei soci che autorizzi l'acquisto da parte della società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dalla iscrizione della società nel registro delle imprese.

Art. 28. Diritto di voto. Hanno diritto di voto coloro che rivestano la qualità di socio sulla base delle risultanze del Registro delle Imprese ovvero che giustificano la propria qualità di socio, esibendo un titolo di acquisto debitamente depositato al Registro Imprese.

Il voto del socio vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Il socio moroso (o il socio la cui polizza assicurativa o la cui garanzia bancaria siano scadute o divenute inefficaci, o prestare ai sensi dell'articolo 2466, comma quinto c.c.) non può partecipare alle decisioni dei soci.

Art. 29. Consultazione scritta e consenso espresso per iscritto. Salvo quanto previsto al primo comma del successivo articolo 30, le decisioni dei soci possono essere adottate mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto.

La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli, purché sia assicurato a ciascun socio il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento, ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione, da parte di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale come previsto al successivo articolo 34 secondo comma del presente statuto.

Il procedimento deve concludersi entro 30 (trenta) giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

Le decisioni dei soci adottate ai sensi del presente articolo devono essere trascritte senza indugio nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 30. Assemblea. Nel caso le decisioni abbiano ad oggetto le materie indicate nel precedente articolo 27 lettere d), e) ed f), nonché in tutti gli altri casi espressamente previsti dalla legge o dal presente statuto, oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo capitale sociale, le decisioni dei soci devono essere adottate mediante deliberazione assembleare.

L'assemblea deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal Collegio Sindacale, se nominato, o anche da un socio.

L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni prima o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio quale indicato all'ultimo comma del precedente articolo 3).

Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Nell'avviso di convocazione può essere prevista una data ulteriore di seconda convocazione, per il caso in cui nell'adunanza prevista in prima convocazione l'assemblea non risulti legalmente costituita; comunque anche in seconda convocazione valgono le medesime maggioranze previste per la prima convocazione.

Anche in mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento.

Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati della riunione, o su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

Art. 31. Svolgimento dell'assemblea. L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico, dal Presidente del Consiglio di Amministrazione (nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione) o dall'amministratore più anziano di età (nel caso di nomina di più amministratori con poteri disgiunti o congiunti). In caso di assenza o di impedimento di questi, l'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

L'assemblea dei soci può svolgersi anche in più luoghi, collegati mediante mezzi di telecomunicazione, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione se nominato che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea tenuta ai sensi del precedente articolo 30 quarto comma) i luoghi audio e o video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove sarà presente il presidente, o saranno presenti il presidente ed il segretario, se nominato.

In tutti i luoghi audio e o video collegati in cui si tiene la riunione dovrà essere predisposto il foglio delle presenze.

Art. 32. Deleghe. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante.

Se la delega viene conferita per la singola assemblea ha effetto anche per la seconda convocazione.

È ammessa anche una delega a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

La rappresentanza può essere conferita ad amministratori, ai sindaci o al Revisore, se nominati.

Art. 33. Verbale dell'assemblea. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario, se nominato, o dal notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal presidente a norma del precedente articolo 31. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno. Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

Art. 34. Quorum costitutivi e deliberativi. L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale e delibera, anche nei casi previsti dal precedente articolo 27 lettere d), e), ed f), con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

Nel caso di decisione dei soci assunta con consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, le decisioni sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

Per introdurre i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

Per modificare o sopprimere i diritti attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

Nei casi in cui per legge o in virtù del presente statuto il diritto di voto della partecipazione è sospeso (ad esempio in caso di conflitto di interesse o di socio moroso), si applica l'articolo 2368, comma 3 c.c.

Art. 35. Bilancio e utili. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

L'Organo Amministrativo provvede entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio, o entro 180 (centoottanta) giorni nei casi previsti dall'art. 2364, ultimo comma, del codice civile, e sotto l'osservanza delle disposizioni di legge, alla compilazione del bilancio, corredandolo con gli ulteriori documenti eventualmente richiesti dalle vigenti disposizioni di legge.

Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale, fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci.

Art. 36. Scioglimento e liquidazione. La società si scioglie per le cause previste dalla legge e pertanto:

a. per il decorso del termine;

b. per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata entro trenta giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;

- c. per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'assemblea;
- d. per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto è disposto dall'articolo 2482-ter c.c.;
- e. nell'ipotesi prevista dall'articolo 2473 c.c.;
- f. per deliberazione dell'assemblea;
- g. per le altre cause previste dalla legge.

In tutte le ipotesi di scioglimento, l'Organo Amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di trenta giorni dal loro verificarsi.

L'assemblea, se del caso convocata dall'Organo Amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del Consiglio di Amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'Organo Liquidativo.

Art. 37. Clausola compromissoria. Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un arbitro nominato dal Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società. Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

L'arbitro dovrà decidere entro 90 (novanta) giorni dalla nomina.

L'arbitro deciderà in via rituale secondo diritto.

Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'arbitro vincoleranno le parti. L'arbitro determinerà come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti. Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del decreto legislativo 17 gennaio 2003, n.5.

La soppressione della presente clausola compromissoria deve essere approvata con delibera dei soci con la maggioranza di almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi dell'articolo 10.

Le modifiche del contenuto della presente clausola compromissoria devono essere approvate con decisione dei soci con la maggioranza prevista per le modifiche statutarie»

Huitième résolution

L'Assemblée DECIDE de confier l'administration de la Société à un administrateur unique, DECIDE à cet effet de nommer administrateur unique de la Société:

Monsieur Gianpietro DIANA, directeur de société, demeurant Via Martiri della Libertà, 10, Prata di Pordenone (Italie), qui restera en fonction, pour une durée indéterminée, jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

Neuvième résolution

L'Assemblée DECIDE en outre de conférer à cet administrateur unique, Monsieur Gianpietro DIANA, tous pouvoirs nécessaires en vue de l'exécution matérielle de qui a été délibéré supra. En particulier elle lui donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

Dixième résolution

L'Assemblée DECIDE que toutes les résolutions prises ci-avant prendront effet à partir de ce jour.

Déclarations en langue italienne pour les autorités italiennes:

I comparenti dichiarano:

- di dare atto che l'odierna deliberazione adottata all'unanimità in conformità all'art. 67.1 del Codice delle società commerciali (Legge 10 agosto 1915) del Granducato di Lussemburgo determina la perdita della nazionalità lussemburghese e l'acquisto della nazionalità italiana senza scioglimento e ricostituzione, ma con assoluta continuità della personalità giuridica conformemente all'espressa volontà della società stessa e nel rispetto dell'art. 25 della legge italiana 31 maggio 1995 n. 218 (riforma del sistema italiano di D.I.P.);

- di dare atto e precisare che il capitale sociale della società è comunque non inferiore al limite di EUR 10.000,00 stabilito dal diritto interno italiano per il tipo sociale S.R.L. in conformità alla situazione patrimoniale della società in data 31.03.2011 e che rientrando il tipo sociale (SoParFi) già in essere insieme al nuovo tipo sociale di S.R.L. nel novero delle «società di capitali» soggette a disposizioni analoghe in materia di conti annuali e consolidati (4 o direttiva n. 78/660/CEE e 7 o direttiva n. 83/349/CEE) e di controllo dell'attività degli amministratori NON ricorre alcuna ulteriore esigenza di verificare l'esistenza e l'effettività del patrimonio sociale ai fini della determinazione della misura del capitale sociale.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: E. BEY, B. D. KLAPP, S. LOMBARDI, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 11 mai 2011. Relation: EAC/2011/6234. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): T. THOMA.

Référence de publication: 2011065098/547.

(110072740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2011.

Belgalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 93.144.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011080340/10.

(110088775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Balymalbe Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 105.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BALYMALBE PARTICIPATIONS S.A.

Christophe BLONDEAU / Romain THILLENS

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011080337/12.

(110088166) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

BRG Baudienstleistung und Recycling GmbH Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9834 Holzthum, 1, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 93.274.

Der Jahresabschluss und die Erläuterungen zum 31. Oktober 2010, sowie alle weiteren Dokumente und Informationen diesbezüglich, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für BRG LUX

Arnold Weiland

Geschäftsführer

Référence de publication: 2011080344/13.

(110088176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Belgalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 93.144.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011080341/10.

(110088776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Belgalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 93.144.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011080342/10.

(110088778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Caprion Proteomics Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 131.173.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2011.

Caprion Proteomics S.à r.l.

Marco Weijermans

Gérant B

Référence de publication: 2011080345/14.

(110088157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

COLFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 3, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 17.430.

EXTRAIT

Il en résulte d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 6 avril 2011 de la société anonyme COLFIN s.a. ayant son siège L-1229 Luxembourg 3 rue Bender Inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro section B 17.430

L'assemblée a révoqué de sa fonction d'administrateur:

Monsieur Matthieu GILSON, né le 17 juillet 1978, demeurant professionnellement à L-8077 Bertrange, 183 rue de Luxembourg.

L'assemblée a nommé en qualité de nouvel administrateur:

Monsieur Thierry Girardet, né le 23 juin 1940, demeurant 26 rue de la Tour F-75016 Paris. Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale statutaire à tenir en 2016.

Luxembourg, le 7 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080348/18.

(110088666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

CGP Frozen Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 154.243.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

CGP Frozen Luxco S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011080346/12.

(110088170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Cicepi, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8137 Bridel, 8, rue des Hêtres.

R.C.S. Luxembourg B 159.732.

Extrait de la résolution du conseil de gérance du 7 juin 2011

En date du 7 juin 2011, le conseil de gérance a pris acte de la démission de Madame Cecilia Maria Valente de Paiva de son poste de gérant de la Société avec prise d'effet au 7 juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011080347/14.

(110088636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Convictio Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 138.456.

Le Rapport Annuel Révisé au 30.09.10 et la distribution du dividende relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 10 février 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2011.

Katie AGNES / Claire-Ingrid BERGE

Mandataire Principal / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011080350/13.

(110088206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 11.349.501,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 141.993.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de sa société mère, Sierra Wireless, Inc ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080212/13.

(110089627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

CVF Lux Finance II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 151.960.

—
Extrait du contrat de cession de parts sociales de la Société daté du 31 mai 2011

En vertu du contrat de cession de parts sociales daté 31 mai 2011, l'associé unique de la société, CVF Holdings, LLC une société de droit américain, ayant son siège social au 1209 Orange Street, City of Wilmington, 19801, Etats-Unis d'Amérique, a transféré la totalité de ses parts sociales détenues dans la Société, soit 25,000 parts sociales à CVF Lux Master S.à r.l. une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13 Boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 7 juin 2011.

CVF Lux Finance II S.à r.l.

Patrick Lsurger

Gérant

Référence de publication: 2011080352/19.

(110088587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

CVF Lux Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 25.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 151.959.

—
Extrait du contrat de cession de parts sociales de la Société daté du 31 mai 2011

En vertu du contrat de cession de parts sociales daté 31 mai 2011, l'associé unique de la société, CVF Holdings, LLC une société de droit américain, ayant son siège social au 1209 Orange Street, City of Wilmington, 19801, Etats-Unis d'Amérique, a transféré la totalité de ses parts sociales détenues dans la Société, soit 25,000 parts sociales à CVF Lux Master S.à r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13 Boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 7 juin 2011.

CVF Lux Finance S.à r.l.

Patrick Lsurger

Gérant

Référence de publication: 2011080353/19.

(110088588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

S.R.M.I. International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 32, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 33.452.

—
Démission comme Gérants, membres du conseil de gérance avec effet au 01/06/2011

- MILESTONE S.à r.l. RCS B 31289

Siège social: 32, Grand Rue L-1660 Luxembourg

- PREMIUM GROUP SOPARFI SA RCS B 31664

Siège social: 32, Grand Rue L-1660 Luxembourg

Pour extrait

Fiduciaire F.O.R.I.G SC

Référence de publication: 2011080210/15.

(110089596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

CVF Lux Securities Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 151.958.

Extrait du contrat de cession de parts sociales de la Société daté du 27 mai 2011

En vertu du contrat de cession de parts sociales daté 27 mai 2011, CVF Holdings, LLC, une société de droit américain, ayant son siège social au 1209 Orange Street, City of Wilmington, 19801, Etats-Unis d'Amérique, associé de la Société, a transféré la totalité de ses parts sociales détenues dans la Société, soit 250 parts sociales à CVF Lux Finance S.à r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 11-13 Boulevard de la Foire, L - 1528 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, 7 juin 2011.

CVF Lux Securities Trading S.à r.l.

Mirko Fischer

Gérant

Référence de publication: 2011080354/18.

(110088586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Développement & Rénovation Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.
R.C.S. Luxembourg B 125.170.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080355/11.

(110088243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

DPLX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 90.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080356/9.

(110088813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

**New Generation Investments Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions,
(anc. New Generation Investments Luxembourg S.C.A. Sicar).**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 136.338.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh of April.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A. SICAR, a limited corporate partnership by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, incorporated and organized as a SICAR (société d'investissement en capital à risque) under the law of June 15, 2004 relating to the investment company in risk capital (the SICAR Law) pursuant to a deed dated December 12, 2007 and enacted by Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on March 3, 2008 under number 527, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 136.338.

The articles of association have been amended pursuant to a deed enacted by Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, on July 1, 2008 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on July 31, 2008 under number 1879, and for the last time pursuant to a deed enacted by Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on February 4, 2011 under publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, hereafter the "Company".

The meeting was opened under the chairmanship of Mrs Isabel DIAS, private employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750, who appointed as Secretary Mr Raymond THILL, maître en droit, with same professional address.

The meeting elected as Scrutineer Mr Gianpiero SADDI, private employee, with same professional address, (the Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to hereafter as the Bureau of the meeting).

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the Chairman, the Secretary, the Scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies of the represented shareholders, initialled “ne varietur” by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

II. As appears from the said attendance list, two thousand four hundred eighty-one (2,481) issued shares representing together 100% of the entire share capital of the Company are present or represented at the present at the meeting so that the quorum is reached and that the meeting can validly decide on all items of its agenda set forth hereafter.

III. The agenda of the meeting is the following:

1. Change of the purpose of the Company which will read as follows:

“The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The Company may generally use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any commercial, financial or industrial operations and transactions with respect to real estate or movable properties, which directly or indirectly favour or relate to its object.”

2. Subsequent change of the name of the company from “NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A. SICAR” into “NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A.”

3. Dismissal of the Custodian;

4. Renewal of the “Réviseur d’entreprises agréé” until the annual general meeting of shareholders for the approval of the annual accounts of the Company for the financial year 2010;

5. Restatement of the entirety of articles of association of the Company in order to reflect the above mentioned changes; without however changing neither the name, neither the object, neither the capital, to give them the coordinated version attached to the present convocation;

6. Miscellaneous.

Then the meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The shareholders resolve to change the purpose of the Company to a SOPARFI and the purpose of the will henceforth read as follows:

“The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and

undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The Company may generally use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may generally carry out any commercial, financial or industrial operations and transactions with respect to real estate or movable properties, which directly or indirectly favour or relate to its object.”

Second resolution

The shareholders resolve as a consequence of the first resolution to change of the name of the company from “NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A. SICAR” into “NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A.” and subsequently to amend article 1 of the Articles of Incorporation which shall henceforth read as follows:

“The name of the company is “NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A.” (the Company). The Company is a corporate partnership limited by shares governed by the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by these articles of association (the Articles). The Company is formed between (i) the subscriber of the GP share(s) as general partner (the GP Shareholder) and (ii) the subscriber of ordinary shares as limited partner (the Limited Shareholder) upon incorporation of the Company and any person or entity that may become owners of ordinary shares issued by the Company.”

Third resolution

The shareholders resolve to accept the dismissal of the Custodian with immediate effect.

Fourth resolution

The shareholders resolve to renew the mandate of the “Réviseur d’entreprises agréé” until the annual general meeting of shareholders for the approval of the annual accounts of the Company for the financial year 2010.

Fifth resolution

The shareholders resolve to restate the entire articles of association of the Company in order to reflect the above mentioned changes, without however changing neither the name, neither the object, neither the capital, and which will henceforth read as follows:

“I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A.” (the Company). The Company is a corporate partnership limited by shares governed by the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by these articles of association (the Articles).

The Company is formed between (i) the subscriber of the GP share(s) as general partner (the GP Shareholder) and (ii) the subscriber of ordinary shares as limited partner (the Limited Shareholder) upon incorporation of the Company and any person or entity that may become owners of ordinary shares issued by the Company.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the GP Shareholder. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of the shareholders acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment to the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the GP Shareholder. Where the GP Shareholder determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in its sole discretion and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and/or other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and/or other debt instruments and more generally any securities and/or financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further make

direct or indirect real estate investments and invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.2 The Company may borrow in any form whatsoever. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3 The Company may generally use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4 The Company may generally carry out any commercial, financial or industrial operations and transactions with respect to real estate or movable properties, which directly or indirectly favour or relate to its object.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited duration.

4.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of the shareholders of the Company acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

4.3 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders. In case of death, incapacity or inability of the GP Shareholder, article 112 of the Law shall apply.

4.4 More specifically in the event of death as well as in the case of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the GP Shareholder from acting as manager of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that the Supervisory Board (as defined below) appoints an administrator, who need not be a shareholder, to adopt urgent measures and those of ordinary administration until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment to the Articles, a successor general partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is set at nine million five hundred seventy-nine thousand eight hundred ten Euro and 87 cents (EUR 9 579 810.87,-) represented by:

- (i) one (1) GP share (the GP Share), and
- (ii) two thousand four hundred eighty (2,480) ordinary shares (the Ordinary Shares).

The Ordinary Shares and the GP Share(s) are collectively hereinafter referred to as the Shares, and individually, as a Share.

The Shares have a nominal value of three thousand eight hundred sixty one Euro and 27 cents (EUR 3,861.27,-) each and are in registered form, subscribed and fully paid-up.

The Limited Shareholder(s) and the GP Shareholder are hereafter collectively referred to as the Shareholders.

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be increased by a unanimous resolution of the extraordinary general meeting of shareholders

5.3 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholders, in proportion to the number of shares of the same class held by them in the Company's share capital with an over-allotment round. The General Partner shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholders, announcing the opening of the subscription. However, subject to the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorisation to be granted to the General Partner to increase the Company's issued share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholders or authorise the General Partner to do so.

5.4 Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be reduced by a unanimous resolution of the extraordinary general meeting of shareholders.

Art. 6. Shares.

6.1 The Shares are and shall remain in registered form.

6.2 The Ordinary Shares

(a) All Ordinary Shares shall have the rights and obligations granted to them in accordance with the Articles and shall be identical in all respects.

(b) Each Ordinary Share is entitled to one vote at the general meetings of shareholders.

6.3 The GP Share(s)

(a) All GP Share(s) shall have the rights and obligations granted to them in accordance with the Articles and shall be identical in all respects.

(b) Each GP Share is entitled to one vote at the general meetings of shareholders.

6.4 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each Shareholder which so requests.

The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

6.5 Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the register of shares, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

6.6 Any distribution made on Shares, whether in cash or in kind, in the form (including without limitation) as dividends, liquidation proceeds, redemption proceeds or otherwise, shall be paid and distributed to the Shareholders out of the sums available for distribution in accordance with the Law.

6.7 Transfer of Shares may be restricted pursuant to any agreement between the Company and the Shareholders.

6.8 Without prejudice to the fact that the General Partner must at all time hold at least one share of the Company, the shares are freely transferable, subject to the terms and conditions of the law and of these articles of association. The General Partner may only transfer the sole share or the entirety of shares held by him/her/it, as the case may be, inter vivos or in the event of death, to a successor manager, to be appointed by a unanimous resolution of the general meeting of shareholders.

6.9. Towards the Company, the Shares are indivisible and the Company recognises only one owner per share. Joint coowners shall appoint one sole person as their representative towards the Company.

6.10 The Company may redeem or repurchase its own Shares within the limits set forth by the Law and the Articles.

Art. 7. Liability of the Shareholders.

7.1 The GP Shareholder is jointly and severally liable for all liabilities of the Company to the extent that they cannot be paid out of the assets of the Company.

7.2 The Limited Shareholder(s) is/are liable up to the amount of the capital committed by them to the Company on subscribing the Shares.

III. Management - Representation

Art. 8. Management of the Company.

8.1 The Company shall be managed by the GP Shareholder.

8.2 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the Shareholders or to the Supervisory Board (as defined hereafter) fall within the competence of the GP Shareholder, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.3 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, whether or not Shareholders, by the GP Shareholder.

8.4 The GP Shareholder is authorised to delegate the day-to-day management of the Company and the power to represent the Company in respect thereto to one or more officers, or other agents, whether or not Shareholders, acting individually or jointly.

8.5 The Company shall be bound towards third parties by the signature of the GP Shareholder or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated and within the limits of such power.

8.6 No contract or other transaction between the Company and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that the GP Shareholder or any officer of the Company is interested in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

8.7 The General Partner may be replaced at any time by a unanimous resolution of the extraordinary general meeting of shareholders,

8.8 In the event of death, legal incapacity or otherwise, preventing the General Partner from acting as Company's manager, the Company shall not immediately be dissolved and liquidated, provided the board of statutory auditors appoints, without undue delay, an administrator, who need not be a shareholder, in order that he/she/it effect urgent acts and simple administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall in such case convene within fifteen (15) days from his/her/its appointment. At such general meeting, the shareholders shall unanimously resolve on the appointment of a successor manager. Failing such appointment, the Company shall be dissolved or shall change its legal form.

Art. 9. Liability. To the extent permissible under Luxembourg law, the GP Shareholder and other officers of the Company, as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with articles 8.3 and 8.4 of these Articles, shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which

they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the Company, by reason of any transaction carried out by the Company, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

IV. General meetings of shareholders

Art. 10. Powers and voting rights.

10.1 The general meeting of Shareholders validly constituted represents all the Shareholders of the Company.

10.2 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at general meetings (the General Meeting) of the Shareholders in accordance with the Law and these Articles.

Art. 11. Notices, quorum, majority and voting proceedings.

11.1 General Meetings shall be convened by the GP Shareholder or by the Supervisory Board by a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the register of shares

11.2 General Meetings shall be held at such place and time as may be specified in the convening notices of the meetings.

11.3 The meeting may be held without prior notice if all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting.

11.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person (who needs not be a Shareholder) as his proxyholder in writing, using any means of written communication including telegram, telex, facsimile or e-mail.

11.5 Each Shareholder may also participate in any General Meeting by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person to such meeting.

11.6 Each Shareholder may also vote by way of voting forms provided by the Company. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each proposed resolution, three boxes allowing to vote in favour, against or abstain from voting on the proposed resolution. The voting forms must be sent by the Shareholders by mail, telegram, telex, facsimile or e-mail to the registered office of the Company. The Company shall only accept the voting forms which are received prior to the time of the meeting specified in the convening notice. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be null and void.

11.7 Except as otherwise required by the Law or these Articles, resolutions at a General Meeting duly convened shall be passed by a simple majority of those Shareholders present or represented, regardless of the number of Shareholders present or represented and the proportion of the share capital present or represented at such meeting.

11.8 An extraordinary General Meeting convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one-half of the capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second meeting shall be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast.

V. Supervision - Annual accounts - Allocation of profits

Art. 12. Supervision.

12.1 The supervision of the Company shall be entrusted to a registered auditor (the Registered Auditor). The Registered Auditor shall be appointed by the general meeting of the Shareholders of the Company which shall determine its remuneration and the term of its office, as provided by the law of 18 December 2009 on the audit profession. The Registered Auditor shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible. The Registered Auditor shall only supervise the books and accounts of the Company, as provided for by the Law. The Registered Auditor shall not give its opinion on any matters which the GP refer to it and shall not authorise acts which fall outside its powers.

12.2 In case no Registered Auditor has been appointed by the general meeting of the Shareholders of the Company, such supervision, including the supervision of its books and accounts, shall be entrusted to a supervisory board of at least three members (the Supervisory Board), who need not be Shareholders. The members of the Supervisory Board shall be appointed by the general meeting of the Shareholders of the Company which shall determine their number, their remuneration and the term of their office. They shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

12.3 The Supervisory Board must appoint a chairman among its members and it may choose a secretary.

12.4 The Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by the Law.

12.5 The Supervisory Board shall be consulted by the GP Shareholder on such matters as the GP Shareholder may determine and it shall authorise any actions of the GP Shareholder that may, pursuant to the Law or these Articles, exceed the powers of the GP Shareholder.

12.6 The Supervisory Board shall meet upon convocation by the GP Shareholder or by any of its members.

12.7 Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Supervisory Board.

12.8 No such written notice is required if all members of the Supervisory Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, using any means of written communication including telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Supervisory Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board.

12.9 Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing, in writing, using any means of written communication including telegram, telex, facsimile or e-mail, another member as his proxy.

12.10 The Supervisory Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Supervisory Board are validly taken by a majority of the vote cast. In the event that at any meeting the number of votes for and against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. The resolutions of the Supervisory Board shall be recorded in minutes signed by all the members present or represented at the meeting or by the secretary (if any).

12.11 Any member may participate in any meeting of the Supervisory Board by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, and hear and speak to, each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

12.12 Circular resolutions signed by all the members of the Supervisory Board shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by an original, or by telegram, telex, facsimile or e-mail.

12.13 The members of the Supervisory Board assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

12.14 To the extent permissible under Luxembourg law, the members of the Supervisory Board shall be indemnified out of the assets of the Company against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been members of the Supervisory Board, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which they may be entitled.

Art. 13. Accounting year and annual general meeting.

13.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December.

13.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the GP Shareholder must prepare the balance sheet and the profit and loss account of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising all the Company's commitments and the debts of the officers, directors, members of the supervisory board and statutory auditors of the Company.

13.3 The GP Shareholder shall, one month before the annual General Meeting, deliver documentary evidence and a report on the operations of the Company to the Supervisory Board of the Company who must prepare a report setting forth its proposals.

13.4 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting, on the third Friday of June of each year at 10.00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

13.5 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the GP Shareholder, exceptional circumstances as stated into Article 2.2 of the Articles so require.

Art. 14. Allocation of profits.

14.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 of these Articles.

14.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion it believes will best suit the corporate purpose and policy.

14.3 Dividends, when payable, shall be distributed at the time and place determined by the GP Shareholder, in accordance with the decision of the General Meeting. The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the GP Shareholder.

14.4 Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the GP Shareholder;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends is taken by the GP Shareholder, within two (2) months from the date of the interim accounts; and

(iv) in its report to the GP Shareholder, the Supervisory Board must verify whether the above conditions have been satisfied.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1 In the event of dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who do not need to be Shareholders, appointed by a resolution of the General Meeting which shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the General Meeting or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

15.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the Shareholders in proportion to the Shares held by each Shareholder in the Company.

VII. General provision

16.1. Notices and communications are made or waived and circular resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Supervisory Board meetings may also be granted by a member of the Supervisory Board, in accordance with such conditions as may be accepted by the Supervisory Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together, constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by the Articles shall be determined in accordance with the law and, subject to any non waivable provisions of the law, any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organization, is approximately three thousand one hundred Euro (3,100.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mil onze, le vingt-sept avril.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société dénommée «NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A. SICAR», une société en commandite par actions, ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B numéro 136.338, constituée et régie par la loi sur la SICAR (société d'investissement en capital à risque) du 15 juin 2004 suivant un acte de Maître Joëlle Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 3 mars 2008, numéro 527, dont les statuts ont été modifiés suivant acte du même notaire, reçu en date du 1 juillet 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 31 juillet 2008, numéro 1879, et en dernier lieu suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 4 février 2011, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, ci après la "Société",

L'assemblée a été ouverte sous la présidence de Madame Isabel DIAS, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, qui a désigné Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec même adresse professionnelle, comme Secrétaire.

L'assemblée a choisi pour Scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, avec même adresse professionnelle.

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur constituent ensemble le Bureau de l'assemblée.

Le Bureau ainsi constituée, Madame le Président a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le Secrétaire, le Scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, signées «ne varietur» par le mandataire des actionnaires demeureront aussi annexées au présent acte.

II. Qu'il apparaît de cette liste de présence que deux mille quatre cent quatre-vingt et une (2,481) actions représentant 100% du capital social de la Société sont présentes ou représentées à la présente assemblée de sorte que le quorum est atteint, et que l'assemblée peut valablement sur tous les points portés à son ordre du jour mentionnés ci-dessous:

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Changement d'objet social de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.»;

2. Modification subséquente de la dénomination de la société de "NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A. SICAR" en "NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A."

3. Démission du dépositaire;

4. Renouvellement du mandat du Reviseur d'entreprises agréé et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels de l'exercice social 2010;

5. Refonte complète des statuts de la Société afin de refléter les changements mentionnés ci-dessus; néanmoins sans changement ni de la dénomination, ni de l'objet, ni du capital social, de manière à leur donner la version coordonnée telle qu'attachée à la convocation;

6. Divers.

Par conséquent, l'assemblée après délibération a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale décide de changer d'objet social de la Société en SOPARFI, objet qui aura désormais la teneur suivante:

«L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.»

Deuxième résolution

L'Assemblée générale décide par conséquent de modifier la dénomination de la société de "NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A. SICAR" en "NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A." et de modifier l'article 1^{er} des statuts de la société.

Troisième résolution

L'Assemblée générale décide d'accepter la démission du dépositaire avec effet immédiat.

Quatrième résolution

L'Assemblée générale décide de renouveler le mandat du Réviseur d'entreprises agréé et ce jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires approuvant les comptes annuels de l'exercice social 2010.

Cinquième résolution

L'Assemblée générale décide de procéder à la refonte des statuts de la société de manière à refléter les modifications ci-dessus mentionnées, néanmoins sans changement ni de la dénomination, ni de l'objet, ni du capital social, statuts dont la teneur sera la suivante:

«I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «NEW GENERATION INVESTMENTS LUXEMBOURG S.C.A.» (la Société). La Société est une société en commandite par actions qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

La Société est formée entre (i) le souscripteur de l'action de commandité en qualité d'actionnaire commandité (l'Actionnaire Commandité), et (ii) le souscripteur de l'action ordinaire en qualité d'actionnaire commanditaire (l'Actionnaire Commanditaire) à la constitution de la Société et toute personne ou entité qui peuvent devenir propriétaires d'actions ordinaires émises par la Société.

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Niederanven par décision de l'Actionnaire Commandité. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2. Des succursales, filiales ou autres bureaux peuvent être établis tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision de l'Actionnaire Commandité. Lorsque l'Actionnaire Commandité estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui, malgré ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des Actionnaires de la Société délibérant de la manière requise pour la modification des Statuts.

4.3 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés. En cas de décès, d'incapacité ou d'empêchement de l'Actionnaire Commandité, l'article 112 de la Loi s'appliquera.

4.4 Plus précisément en cas de décès, et en d'une incapacité, une liquidation ou toute autre situation empêchant de manière permanente à l'Actionnaire Commandité d'agir en tant que gérant de la Société, la Société ne sera pas immédiatement dissoute et liquidée, sous réserve que le Conseil de Surveillance (comme défini ci-dessous) nomme un administrateur, qui n'est pas forcément un actionnaire, pour adopter toute mesure urgente et les actes ordinaires d'administration jusqu'à ce qu'une assemblée générale des actionnaires se tiennent, laquelle est convoquée par l'administrateur dans les quinze (15) jours de sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires pourront nommer, conformément aux règles de quorum et de majorité prévues pour la modification des Statuts, un nouvel actionnaire commandité. A défaut de cette nomination, la Société sera dissoute et liquidée.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social souscrit de la Société est fixé à neuf million cinq cent soixante-dix-neuf mille huit cent dix Euros et 87 cents (EUR 9 579 810.87,-) représenté par:

- (i) une (1) action de commandité (l'Action de Commandité), et
- (ii) deux mille quatre cent quatre-vingts (2,480) actions ordinaires (les Actions Ordinaires),

Les Actions Ordinaires et l'Action ou les Actions de Commandité sont collectivement désignées les Actions et individuellement une Action.

Toutes les Actions ont une valeur nominale de trois mille huit cent soixante et un Euros et 27 cents (EUR 3 861.27,-) chacune, sont sous forme nominative, souscrites et entièrement libérées.

Le(s) Actionnaire(s) Commanditaire(s) et l'Actionnaire Commandité sont ensemble désignés les Actionnaires.

5.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social émis de la Société pourra être augmenté par une décision unanime de l'assemblée générale des actionnaires

5.3 Toutes nouvelles actions à payer en espèces seront offertes par préférence aux actionnaires /à l'actionnaire existant (s). Dans le cas où plusieurs actionnaires existent, ces actions seront offertes aux actionnaires en proportion du nombre d'actions détenues par eux dans le capital social de la Société avec réallocation proportionnelle des actions non souscrites par un ou plusieurs actionnaires à l'aux actionnaire(s) restant. Le gérant devra déterminer le délai pendant lequel ce droit de souscription préférentiel pourra être exercé. Ce délai ne pourra pas être inférieur à trente (30) jours à compter de la date de l'envoi d'une lettre recommandée aux actionnaires annonçant l'ouverture de la souscription. Toutefois, aux conditions requises par la loi, l'assemblée générale des actionnaires appelée à délibérer (i) soit sur une augmentation du capital social émis de la Société, (ii) soit sur l'autorisation à donner au gérant d'augmenter le capital social émis de la Société, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires/de l'actionnaire existant(s) ou autoriser le gérant à le faire. Une telle décision devra être prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

5.4 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social émis de la Société pourra être diminué par une résolution unanime de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 6. Actions.

6.1 Les Actions sont et resteront sous forme nominative.

6.2 Les Actions Ordinaires.

(a) Toutes les Actions Ordinaires auront les droits et obligations qui leur seront accordés en vertu des Statuts et seront identiques à tous les égards.

(b) Chaque Action Ordinaire donne droit à une voix aux assemblées générales des Actionnaires.

6.3 L'(es) Action(s) de Commandité.

(a) Toutes les Actions de Commandité auront les droits et obligations qui leur seront accordés en vertu des Statuts et seront identiques à tous les égards.

(b) Chaque Action de Commandité donne droit à une voix aux assemblées générales des Actionnaires.

6.4 Un registre des Actions sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi, et il peut être consulté par chaque Actionnaire qui en fait la demande.

Les actions de la Société sont émises sous forme nominative et ne peuvent être converties en actions au porteur.

6.5 Les Actions seront cédées par une déclaration écrite de cession inscrite dans le registre des Actions de la Société, qui sera exécutée par le cédant et le cessionnaire ou par leur mandataire respectif. La Société peut aussi accepter d'autres instruments de cession qu'elle jugera satisfaisants comme preuve de cession.

6.6 Toute distribution versée sur les Actions, soit en numéraire ou en nature, sous toutes les formes (en ce compris sans limitation) dividende, boni de liquidation, produits de rachat ou autre, sera payée et distribuée aux Actionnaires en prélevant sur les sommes disponibles à la distribution conformément la Loi.

6.7 La Cession d'Actions peut être limitée en vertu de tout contrat entre la Société et les Actionnaires.

6.8 Sans préjudice du fait que le gérant doit, à tout moment, détenir au moins une action de la Société, les actions sont librement cessibles, sous réserve des conditions et termes prévus par la loi. Le gérant peut transférer la ou les actions qu'il détient, le cas échéant, inter vivos ou pour cause de mort, à tout gérant qui lui succède qui sera nommé par l'assemblée générale des actionnaires dans les conditions requises pour toute modification des présents statuts.

6.9 Envers la Société, les Actions sont indivisibles, et la Société ne reconnaîtra qu'un seul propriétaire par Action. Les copropriétaires indivis désigneront une seule personne qui les représentera auprès de la Société.

6.10 La Société peut racheter ou retirer ses propres Actions dans les limites fixées par la Loi et les Statuts.

Art. 7. Responsabilité des Actionnaires.

7.1 L'Actionnaire Commandité est solidairement responsable des dettes de la Société dans la mesure où elles ne peuvent pas être couvertes par les actifs de la Société.

7.2 Le(s) Actionnaire(s) Commanditaire(s) sont responsables à hauteur du montant du capital qu'ils ont engagé dans la Société en souscrivant les Actions.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Gestion de la Société.

8.1 La Société est administrée par l'Actionnaire Commandité.

8.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts aux Actionnaires ou au Conseil de Surveillance (défini ci-après) seront de la compétence de l'Actionnaire Commandité qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.3 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, Actionnaires ou non, par l'Actionnaire Commandité.

8.4 L'Actionnaire Commandité est autorisé à déléguer la gestion journalière de la Société et le pouvoir de représenter la Société dans le cadre de cette gestion journalière à un ou plusieurs fondés de pouvoir ou autres agents, Actionnaires ou non, agissant individuellement ou conjointement.

8.5 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'Actionnaire Commandité ou par la signature individuelle ou conjointe de toute(s) personne(s) à qui un tel pouvoir de signature a été valablement délégué et dans les limites de ce pouvoir.

8.6 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou personne ne sera affecté ou invalidé par le fait que l'Actionnaire Commandité ou autres fondés de pouvoir de la Société a un intérêt dans la transaction, ou est un directeur, Actionnaire, agent ou employé de cette autre société ou personne.

8.7 Le gérant peut être remplacé à tout moment par décision unanime de l'assemblée générale des actionnaires.

8.8 En cas de mort, d'incapacité légale ou de toute autre situation empêchant le gérant d'agir en tant que gérant de la Société, cette dernière ne sera pas immédiatement dissoute ou mise en liquidation, pour autant que le conseil de surveillance nomme, sans délai, un responsable, lequel n'aura pas besoin d'être un actionnaire, afin qu'il réalise les actes de gestion urgents et les simples actes de gestion, jusqu'à ce que soit tenue une assemblée générale des actionnaires, que ce responsable convoquera dans un délai de quinze (15) jours suivant sa nomination. Lors de cette assemblée générale, les actionnaires nommeront un nouveau gérant. Faute d'avoir procédé à cette nomination, la Société devra être dissoute ou devra changer de forme légale.

Art. 9. Responsabilité.

9.1 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, l'Actionnaire Commandité et les autres fondés de pouvoir de la Société, ainsi que les personnes à qui des pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.3 et 8.4 des présents Statuts, seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses encourus ou supportés par eux en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de gérants, fondés de pouvoir ou délégués de la Société, en raison de toute transaction effectuée par la Société, tout contrat conclu ou action accomplie, ou omise ou dans laquelle ils ont participé, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages

et dépenses dues à leur faute lourde ou manquement dolosif, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont peuvent jouir ces personnes.

IV. Assemblées générales des associés

Art. 10. Pouvoirs et droits de vote.

10.1 L'assemblée générale des Actionnaires régulièrement constituée représente l'organe entier des Actionnaires de la Société.

10.2 Les résolutions des Actionnaires sont adoptées en assemblées générales (les Assemblées Générales) conformément à la Loi et aux Statuts.

Art. 11. Convocation, quorum, majorité et procédure de vote.

11.1 Les Assemblées Générales sont convoquées par l'Actionnaire Commandité ou par le Conseil de Surveillance par une convocation fixant l'ordre du jour et envoyée par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée à chaque Actionnaire à l'adresse mentionnée dans le registre des actions.

11.2 Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations respectives des assemblées.

11.3 Si tous les Actionnaires de la Société sont présents ou représentés à l'assemblée des Actionnaires de la Société et se considèrent eux-mêmes comme dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra se tenir sans convocation préalable.

11.4 Un Actionnaire peut prendre part aux Assemblées Générales en désignant une autre personne comme mandataire (qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire) par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

11.5 Chaque Actionnaire peut également participer à toute Assemblée Générale par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une assemblée par ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite assemblée.

11.6 Chaque Actionnaire peut également voter grâce aux formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote contiennent la date et le lieu de l'assemblée, l'ordre du jour de l'assemblée, le texte des résolutions proposées ainsi que pour chaque résolution proposée, trois cases permettant aux Actionnaires de voter en faveur, contre ou de s'abstenir de voter s'agissant de la résolution proposée. Les formulaires de vote doivent être envoyés par les Actionnaires par courrier, télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique au siège social de la Société. La Société n'acceptera que les formulaires de vote reçus avant la date de l'assemblée précisée dans la convocation. Les formulaires de vote qui ne contiennent ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention seront nuls.

11.7 Sauf dispositions contraires prévues par la Loi ou les Statuts, les résolutions à une Assemblée Générale dûment convoquée seront adoptées à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté à cette assemblée.

11.8 Une Assemblée Générale extraordinaire convoquée pour modifier les Statuts ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins du capital social est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde assemblée sera convoquée dans les formes statutaires et de la Loi. La seconde assemblée délibèrera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être adoptées, devront réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

V. Surveillance - Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 12. Surveillance.

12.1 La surveillance de la Société sera confiée à un réviseur d'entreprise agréé (le Réviseur d'Entreprises). Le Réviseur d'Entreprises sera nommé par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société qui déterminera sa rémunération et la durée de son mandat, tel que prévu par la loi du 18 décembre 2009. Le Réviseur d'Entreprises sera élu pour une durée maximale de six ans et sera rééligible. Le Réviseur d'Entreprises supervisera uniquement les livres et comptes de la Société, tel que prévu par la Loi. Le Réviseur d'Entreprises ne donnera pas son avis sur les affaires que l'Actionnaire Commandité voudrait lui soumettre et n'autorisera aucun acte qui sort de ses pouvoirs.

12.2 Dans la mesure où aucun Réviseur d'Entreprise n'a été nommé par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société, la surveillance de la Société, en ce compris la surveillance de ses livres et comptes, sera confiée à un conseil de surveillance composé d'au moins trois membres (le Conseil de Surveillance) qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires. Les membres du Conseil de Surveillance seront nommés par l'assemblée générale des Actionnaires de la Société qui déterminera leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat. Ils seront élus pour une durée maximale de six ans et seront rééligibles.

12.3 Le Conseil de Surveillance doit nommer un président parmi ses membres et peut désigner un secrétaire.

12.4 Le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes prévus par la Loi.

12.5 Le Conseil de Surveillance sera consulté par l'Actionnaire Commandité sur toutes les questions que l'Actionnaire Commandité déterminera, et il pourra autoriser toutes les initiatives de l'Actionnaire Commandité qui, selon la Loi ou les présents Statuts, dépassent les pouvoirs de l'Actionnaire Commandité.

12.6 Le Conseil de Surveillance est convoqué par l'Actionnaire Commandité ou par l'un de ses membres.

12.7 Une convocation écrite à toute réunion du Conseil de Surveillance sera donnée à tous ses membres au moins vingt-quatre (24) heures avant la date fixée de la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera précisée dans la convocation de ladite réunion du Conseil de Surveillance.

12.8 Cette convocation écrite n'est pas nécessaire si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à la réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés et avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord écrit de chaque membre du Conseil de Surveillance de la Société soit en original, soit par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex. D'autres convocations écrites ne seront pas exigées pour des réunions se tenant à une heure et à un lieu prévus dans un calendrier préalablement adopté par une résolution du Conseil de Surveillance.

12.9 Un membre du Conseil de Surveillance peut participer à toute réunion du Conseil de Surveillance en nommant par écrit, soit en original ou par télécopie, courrier électronique, télégramme ou télex, un autre membre comme son mandataire.

12.10 Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Surveillance sont prises à la majorité des voix exprimées. Si à une réunion, il y a égalité du nombre de voix pour et contre une résolution, le vote du président sera prépondérant. Les résolutions du Conseil de Surveillance seront consignées en procès-verbaux, signés par tous les membres présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (le cas échéant).

12.11 Tout membre peut participer à une réunion du Conseil de Surveillance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire, permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'identifier, s'entendre et se parler. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à ladite réunion.

12.12 Des résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Surveillance seront valables comme si elles avaient été adoptées à une réunion dûment convoquée et tenue. Les signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique et peuvent être envoyées en original, par télégramme, télex, facsimile ou courrier électronique.

12.13 Les membres du Conseil de Surveillance ne contractent à raison de leur fonction aucune responsabilité personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions applicables de la Loi.

12.14 Dans la mesure permise par le droit luxembourgeois, les membres du Conseil de Surveillance seront indemnisés par prélèvement sur les actifs de la Société contre tous les coûts, frais, pertes, dommages et dépenses qui leur incombent en relation avec toutes actions, plaintes, procès ou procédures auxquels ils peuvent être partie en raison de leur statut actuel ou passé de membre du Conseil de Surveillance, en relation avec l'exécution de leurs obligations, à l'exception des dommages et dépenses dues à leur faute lourde ou dol, dans chaque cas, sans préjudice de tous les autres droits dont ils peuvent jouir.

Art. 13. Exercice social et assemblée générale annuelle.

13.1 L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

13.2 Chaque année, à la fin de l'exercice, l'Actionnaire Commandité dresse le bilan et le compte de résultat de la Société ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication de l'actif et du passif de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, membres du conseil de surveillance et commissaires aux comptes de la Société.

13.3 L'Actionnaire Commandité fournira, un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, les pièces justificatives et un rapport sur les opérations de la Société au Conseil de Surveillance de la Société qui devra préparer un rapport exposant ses projets.

13.4 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société se tiendra, conformément au droit luxembourgeois, au Luxembourg, à l'adresse du siège social de la Société ou à tout autre endroit dans la commune du siège social tel que stipulé dans l'avis de convocation, le troisième vendredi de juin de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire au Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable suivant.

13.5 L'assemblée générale annuelle des Actionnaires de la Société peut se tenir à l'étranger, si l'Actionnaire Commandité considère de manière absolue que des circonstances exceptionnelles telles qu'indiquées à l'Article 2.2 des Statuts l'exigent.

Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1 Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10 %) du capital social souscrit de

la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps en temps selon l'article 5 de ces Statuts.

14.2 L'assemblée générale des Actionnaires de la Société décidera de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels et décidera de payer des dividendes de temps en temps et à sa propre discrétion aux moments qu'elle jugera opportun au regard des objectifs et de la politique de la Société.

14.3 Les dividendes, si exigibles, seront distribués au moment et au lieu fixés par l'Actionnaire Commandité conformément à la décision de l'assemblée générale des Actionnaires. Les dividendes peuvent être payés en euro ou en toute autre devise choisie par l'Actionnaire Commandité.

14.4 L'Actionnaire Commandité peut décider de payer des acomptes sur dividendes aux conditions et dans les limites fixées par la Loi.

(i) un état comptable ou un inventaire ou un rapport est dressé par l'Actionnaire Commandité gérant;

(ii) il ressort de cet état comptable, inventaire ou rapport que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à la réserve légale ou statutaire;

(iii) la décision de payer les acomptes sur dividendes est prise par l'Actionnaire Commandité dans les deux (2) mois à compter de la date de l'état comptable;

(iv) dans son rapport à l'Actionnaire Commandité, le Conseil de Surveillance doit vérifier si les conditions susvisées ont bien été réalisées.

VI. Dissolution - Liquidation

15.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être Actionnaires, nommés par une résolution de l'Assemblée Générale qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération. Sauf disposition contraire prévue par la Loi ou la décision de l'Assemblée Générale, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et du paiement des dettes de la Société.

15.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué aux Actionnaires proportionnellement au nombre d'Actions détenues par chaque Actionnaire dans la Société.

VI. Disposition générale

16.1 Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires des gérants ainsi que les résolutions circulaires des associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du conseil de Surveillance peuvent également être données par un membre du conseil de surveillance conformément aux conditions acceptées par le conseil de Surveillance.

16.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires des gérants, des résolutions adoptées par le conseil de gérance par téléphone ou visioconférence et des résolutions circulaires des associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.»

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, qui pourraient incomber à la société ou être mis à sa charge suite au présent acte, est estimé approximativement à la somme de trois mille cents Euros (3.100.-EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: I. Dias, R. Thill, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 mai 2011. LAC/2011/20294. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2011.

Référence de publication: 2011064954/809.

(110072475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mai 2011.

DPLX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 90.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080357/9.

(110088816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

DPLX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 90.218.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080358/9.

(110088821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

RX Healthcare Immobilien S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 141.323.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080209/10.

(110089648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.349.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 141.993.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2011.

Référence de publication: 2011080211/11.

(110089626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

W-Tanka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 117.081.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2011080281/13.

(110089311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Spotclark S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 112.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011080216/10.

(110089549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Stronghold S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 7 juin 2011.

Référence de publication: 2011080220/10.

(110089397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Khann Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.981.

Par la présente, je vous fait part de ma démission avec effet immédiat comme administrateur au sein de votre société.
Luxembourg, le 06.06.11. Jean Riwers.

Référence de publication: 2011080331/9.

(110087467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juin 2011.

Balymalbe Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 103.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BALYMALBE HOLDING S.A. - SPF

Christophe BLONDEAU / Romain THILLENES

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011080334/12.

(110088161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Balymalbe Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 103.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BALYMALBE HOLDING S.A. - SPF

Christophe BLONDEAU / Romain THILLENES

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011080335/12.

(110088162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Balymalbe Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 105.648.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BALYMALBE PARTICIPATIONS S.A.

Christophe BLONDEAU / Romain THILLENES

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011080336/12.

(110088163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

European Card Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.000.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 148.698.

Il résulte d'une convention de cession de parts sociales sous seing privé, entre Bridgepoint Europe IV Investments S.à r.l., ayant son siège social 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, et CABB Management Beteiligungs GmbH & Co. KG, ayant son siège social Am Unisyspark 1, D-65843 Sulzbach (Tanus), prenant effet le 6 mai 2011, que deux millions huit cent trente neuf mille six cent sept (2.839.607) parts sociales de la société à responsabilité limitée «European Card Services S.à r.l.», ayant son siège social à Luxembourg, sont détenues depuis le 6 mai 2011 par CABB Management Beteiligungs GmbH & Co. KG, préqualifiée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080361/16.

(110088754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Financière d'Investissement Privée, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 143.075.

Le Rapport Annuel Révisé au 31.03.10 et la distribution du dividende relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2011.

Katie AGNES / Claire-Ingrid BERGE

Mandataire Principal / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011080365/14.

(110088200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

European News Exchange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 46.116.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour European News Exchange S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011080362/12.

(110088679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

ExxonMobil Asia Finance, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 76.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 08 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080363/10.

(110088662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

ExxonMobil Asia International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 76.503.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 08 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080364/10.

(110088664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Henderson Diversified Income (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 133.443.

Résolutions écrites de l'actionnaire unique de la société le 31 mai 2011

Première résolution

L'actionnaire unique prend connaissance de la démission de M. Jeremy Vickerstaff, effective le 06 mai 2011.

Seconde résolution

L'actionnaire unique nomme, en remplacement de M. Jeremy Vickerstaff, M. Tony Sugrue, né le 25 avril 1965 à Hillingdon, Royaume-Uni et résidant professionnellement à Henderson Fund Management (Luxembourg) SA, 4a rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, au poste de gérant de la Société pour une durée indéterminée.

BNP Paribas Securities Services, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2011080367/15.

(110088575) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Ebony Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 160.877.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the eleventh day of May.

Before us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

THERE APPEARED

Altor Fund III GP Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 OQH, Channel Islands („the Shareholder”), as general partner of Altor Fund III (No. 1) Limited Partnership and Altor Fund III (No. 2) Limited Partnership, and investment manager of Altor Fund III (No. 3) Limited (the “Altor Fund III)

duly represented by Mrs. Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 11 May 2011.

This proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has drawn up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which it declares organized as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company is incorporated under the name of “Ebony Holding S.à r.l.”

Art. 5. The registered office of the Company is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by means of a resolution of its sole shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by five (12,500) shares, having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs of a shareholder may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the “Class A Managers”) or class B Managers (the “Class B Managers”).

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will be only be bound towards third parties by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its shareholders a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 17. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Collective decisions of the shareholders - Decisions of the sole shareholder

Art. 18. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Collective decisions are only validly taken in so far they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. The sole shareholder, as the case may be, exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December.

Art. 22. Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5 %) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s). Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them or to the sole shareholder, as the case may be.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the said party, represented as stated here above, declares to subscribe for the twelve thousand five hundred (12,500) shares and to have them fully paid up in cash of an amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.00 EUR).

Proof of such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, Altor Fund III GP Limited prenamed and represented as stated here above, declares to subscribe for all of the twelve thousand five hundred (12,500) shares, and to have them fully paid up in cash of an amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), entirely allocated to the share capital.

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Transitional provisions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2011.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred Euros (EUR 1,200.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above named person, representing the entire subscribed capital and exercising the powers of the meeting, passed the following resolutions:

1. The Company will be managed by five (5) managers: three (3) Class A Managers and two (2) Class B Managers:

Class A Managers:

- Mr Edward Whittingham Moore, private employee, born on 17 May 1968 in Guildford, with professional address at 11-15 Seaton Place, St. Helier, Jersey JE4 OQH.

- Mr Hannu Ryöppönen, partner, born on 25 March 1952 in Pernaja, Finland, with professional address at Toll Bar House, Exton Lane, Burley, Rutland LE15 7TA, United Kingdom.

- Frans Henrik Kockum, born on 18 October 1944 in Malmö (Sweden) with his private address at 36, An de Strachen, L-7362 Bofferdange, Grand Duchy of Luxembourg.

Class B Managers:

- Mr James Bermingham, private employee, born on 19 December 1972 in Sheffield, Great Britain with professional address at 9A, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

- Mrs Anke Jager, private employee, born on 22 April 1968 in Salzgitter (Allemagne), with professional address at 9A, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

The managers are appointed for an indefinite period of time.

2. The address of the Company's registered office is set at 9A, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by its name, first name, civil status and residences, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille onze, le onze mai 2011.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU

Altor Fund III GP Limited, une société constituée et régie par les lois du Jersey, ayant son siège social au 11-15 Seaton Place, St Helier, Jersey JE4 OQH, („L'associé”), en tant que general partner du Altor Fund III (No. 1) Limited Partnership et Altor Fund III (No. 2) Limited Partnership, et investment manager du Altor Fund III (No. 3) Limited (“Altor Fund III”).

dûment représentée par Madame Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 11 Mai 2011.

La procuration signée ne varietur par le mandataire et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, ayant la capacité comme dit ci-avant, a dressé les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituée comme suit:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la “Société”) qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telles que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

En particulier, la Société pourra fournir aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation les services nécessaires à leur gestion, contrôle et mise en valeur. Dans ce but, la Société pourra demander l'assistance de conseillers extérieurs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de “Ebony Holding S.à r.l.”.

Art. 5. Le siège social est établi à Munsbach, Grand-Duché du Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de son associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représentés par douze mille cinq cents parts sociales (12.500), d'une valeur de un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ou par l'associé unique, le cas échéant.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux

associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un actionnaire ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés.

Les gérants sont nommés par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique, fixant la durée du mandat des gérants. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") ou Gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B").

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérant(s) si plus d'un Gérant a été nommé. Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra choisir parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance, en l'absence d'un président, le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente (ou participe autrement) ou représentée par procuration à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté

des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions collectives des associés - Décisions de l'associé unique

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 20. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 21. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 22. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5 % (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10 % (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société ou distribué à l'associé unique.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

Les statuts étant ainsi rédigés par la partie comparante Altor Fund III GP Limited susmentionnée et représentée comme dit ci-dessus, cette partie comparante déclare souscrire à l'ensemble des douze mille cinq cents (12,500) parts sociales et déclare les avoir libérées intégralement par un apport en espèces d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), entièrement affecté au capital social.

L'ensemble des parts sociales souscrites a été intégralement libéré, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2011.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents Euros (EUR 1.200,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante précitée, représentant l'intégralité du capital social et exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1. La Société sera gérée par cinq (5) gérants: trois (3) Gérants de Catégorie A et deux (2) Gérants de Catégorie B:

Gérants de Catégorie A:

- Monsieur Edward Whittingham Moore, employé privé, né le 17 mai 1968 in Guildford, Grande Bretagne, avec adresse professionnelle à 11-15 Seaton Place, St. Helier, Jersey JE4 OQH.

- Monsieur Hannu Ryöppönen, partner, né le 25 mars 1952 à Pernaja, Finlande, avec adresse professionnelle à Toll Bar House, Exton Lane, Burley, Rutland LE15 7TA, Grande Bretagne.

- Monsieur Frans Henrik Kockum, né le 18 octobre 1944 à Malmö (Suède) demeurant 36, An de Strachen, L-7362 Bofferdange, Grand Duchy of Luxembourg.

Gérants de Catégorie B:

- Monsieur James Bermingham, employé privé, né le 19 décembre 1972 à Sheffield, Grande Bretagne, avec adresse professionnelle à 9A, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

- Madame Anke Jager, employée privée, née le 22 avril 1968 à Salzgitter (Allemagne), avec adresse professionnelle à 9A, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Les gérants sont nommés pour une période illimitée.

2. L'adresse du siège social de la Société est fixée au 9A, Rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête de la comparante, les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française et qu'à la requête de cette même personne la version anglaise fera foi en cas de divergences entre le texte anglais et français.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 13 mai 2011. Relation: LAC/2011/21813. Reçu soixante-quinze Euros (75,- €)

Le Receveur ff. (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 17 mai 2011.

Référence de publication: 2011067881/357.

(110076268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2011.

ILP II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 30, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 122.717.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ILP II S.à r.l.

Christophe BLONDEAU / Adrien COULOMBEL

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2011080369/13.

(110088167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

International Company Invest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 100.847.

EXTRAIT

Il en résulte d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 6 avril 2011 de la société anonyme International Company Invest s.a. ayant son siège 8-10 avenue Marie Thérèse L-2132 Luxembourg dénoncé par le domiciliataire en date du 19 mars 2009, Inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro section B 100847

L'assemblée a révoqué de sa fonction d'administrateur:

Monsieur Matthieu GILSON, né le 17 juillet 1978, demeurant professionnellement à L-8077 Bertrange, 183 rue de Luxembourg.

L'assemblée a nommé en qualité de nouvel administrateur:

Monsieur Thierry Girardet, né le 23 juin 1940, demeurant 26 rue de la Tour F-75016 Paris. Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale statutaire à tenir en 2016.

Luxembourg, le 7 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080370/19.

(110088663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Kitchener Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 146.377.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Kitchener Luxco S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011080371/12.

(110088171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Labrys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 77.173.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011080372/10.

(110088785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Labrys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 77.173.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011080373/10.

(110088786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Labrys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 77.173.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011080374/10.

(110088789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Les Ecuries Melinoises S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 125.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2011.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2011080376/12.

(110088230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

MEP II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 125.000,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 125.305.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société le 16 mai 2011

Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société du 16 mai 2011 que:

- L'associé unique a accepté la démission de Monsieur Eric Bouchez, en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet immédiat;

- L'associé unique a nommé Monsieur Fabrice Fouletier, né le 26 mai 1975 à Saint-Martin-D'Hères, France, ayant son adresse professionnelle à 232, rue de Rivoli, F-75001 Paris, en tant que nouveau gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il en résulte qu'à compter du 16 mai 2011, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

Gérants de classe A:

- Séverine Michel
- David Sullivan

Gérants de classe B:

- Fabrice Fouletier
- Benoit Cheron

Gérants de classe C:

- Emanuela Brero
- Bénédicte Moens-Colleaux

Séverine Michel

Gérante de classe A

Référence de publication: 2011080380/27.

(110088613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

New CV Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 15.300.000,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 122.396.

—
Extrait des résolutions de l'associé unique du 31 mai 2011.

En date du 31 mai 2011 l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Bernabé Muro Giribone, en tant que gérant B de la Société et ce avec effet immédiat.

- de nommer José Varela, employé, né le 13 juin 1974 à Tucuman, Argentine, demeurant professionnellement au Complejo Empresarial Urbana 1, Cazadores de Coquimbo 2860 Piso 4°, B1605DXP Munro, Buenos Aires (Argentine) en tant que gérant B de la Société pour une durée indéterminée, et ce avec effet immédiat.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants A:

- Hille-Paul Schut
- Johan Dejans

Gérants B:

- José Varela
- Mario Lorenatto

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2011.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2011080383/25.

(110088574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Labrys S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 77.173.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2011080375/10.

(110088790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

LSF6 Lux Investments VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 149.548.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080377/10.

(110088210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

LSF6 Lux Investments VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 149.548.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 31 mai 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080378/10.

(110088211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Private Equity Partners (Lux) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 2, rue de la Reine.
R.C.S. Luxembourg B 76.194.

Extraits des résolutions prises dans le cadre de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 5 mai 2011

Résolution unique

L'Assemblée décide de confirmer le mandat pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2011 pour une durée d'un an aux administrateurs et au Commissaire aux comptes.

Conseil d'administration:

Catégorie A

Mario Iacopini, employé privé, demeurant à Luxembourg

M. Nicola Nardari, employé privé, demeurant à Luxembourg

Catégorie B

Giacomo Ferraro, employé privé, demeurant à Luxembourg

Mme Nerina Cucchiario, employée privée, demeurant à Luxembourg

Commissaire aux comptes:

HRT Révision, 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mai 2011.

Pour Private Equity Partners (Lux) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2011080391/24.

(110088676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

MEP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.985.400,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 107.163.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société du 16 mai 2011

Il résulte du procès-verbal de la réunion générale extraordinaire des associés du 16 mai 2011 que:

- Les associés ont accepté la démission de Monsieur Eric Bouchez, en tant que gérant de classe B de la Société, avec effet immédiat;

- Les associés ont nommé Monsieur Fabrice Fouletier, né le 26 mai 1975 à Saint-Martin-D'Hères, France, ayant son adresse professionnelle à 232, rue de Rivoli, F-75001 Paris, en tant que nouveau gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Il en résulte qu'à compter du 16 mai 2011, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit:

Gérants de classe A:

- Séverine Michel
- David Sullivan

Gérants de classe B:

- Fabrice Fouletier
- Benoit Cheron

Gérants de classe C:

- Emanuela Brero
- Bénédicte Moens-Colleaux

Séverine Michel

Gérante de classe A

Référence de publication: 2011080381/27.

(110088569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Petrella S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3440 Dudelange, 58, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 99.686.

L'an deux mille onze, le 1^{er} avril.

Par-devant Maître Aloyse BIEL, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Monsieur Giuseppe PETRELLA, indépendant, demeurant à L-3396 Roeser, 8a rue du Cimetière.

Lequel comparant déclare qu'il est le seul associé de la société à responsabilité limitée PETRELLA S.à r.l. avec siège social à L-3396 Roeser, 8a rue du Cimetière, suivant acte reçu par le notaire Paul BETTINGEN, de résidence à Niederranven, en date du 10 mars 2004, publié au Mémorial C numéro 499, en date du 12 mai 2004, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Emile SCHLESSER, de résidence à Luxembourg, en date du 10 septembre 2009, publié au Mémorial C numéro 1958 en date du 7 octobre 2009.

Ceci exposé, l'associé représentant l'intégralité du capital social, a déclaré vouloir se considérer comme dûment convoqué en assemblée générale extraordinaire et, sur ordre du jour conforme dont il reconnaît avoir eu connaissance parfaite dès avant ce jour, a pris, les résolutions suivantes sur l'ordre du jour suivant:

1.-Transfert du siège social et modification de l'article deux, premier alinéa des statuts.

2) Fixation de l'adresse sociale de la société.

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de Roeser à Dudelange et de modifier par conséquent le premier alinéa de l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi à Dudelange.»

(Le reste sans changement.)

Deuxième résolution

L'adresse du siège est fixée à L-3440 Dudelange, 58 avenue Grande-Duchesse Charlotte.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, sont évalués approximativement à SIX CENT EURO (600.-EURO).

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société. Elle s'engage solidairement ensemble avec le comparant au paiement desdits frais.

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Petrella , Biel A.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 5 avril 2011. Relation: EAC/ 2011/ 4631. Reçu: soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, Délivrée aux parties sur demande pour servir à des fins de publication au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 30 mai 2011.

Référence de publication: 2011076338/43.

(110085406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Vector Holding International S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 147.369.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue en date du 1^{er} juin 2011 que:

1. L'assemblée, après avoir pris connaissance du rapport du commissaire à la liquidation, approuve le rapport du liquidateur ainsi que les comptes de liquidation.

2. L'assemblée donne décharge pleine et entière au Liquidateur et au Commissaire à la liquidation, en ce qui concerne l'exécution de leur mandat.

3. L'assemblée a décidé la clôture de la liquidation et constate la dissolution définitive de la société;

4. Les livres et documents sociaux resteront déposés et conservés pendant cinq ans au siège de la société, et en outre que les sommes et valeurs éventuelles revenant aux créanciers ou aux associés qui ne se seraient pas présentés à la clôture de la liquidation seront déposés au même ancien siège social au profit de qui il appartiendra.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2011.

Signature

Le Liquidateur

Référence de publication: 2011080279/20.

(110089519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Vitilia Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

R.C.S. Luxembourg B 115.650.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 03 janvier 2011

Première résolution

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur Aleksandar Vukotic, de Monsieur Christophe Masuccio et de la société International Tyre Company SAH de leur poste d'administrateur.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer en qualité de nouveaux administrateurs les personnes suivantes, leur mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016:

- Monsieur François BERTHET, demeurant Esteve Albert 009 A 6 2 Escaldes-Engordany, AD- 700 Principat d'Andorra;
- Monsieur Angelo ZITO, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts;
- Monsieur Francesco ZITO, demeurant professionnellement à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer Monsieur François BERTHET, demeurant Esteve Albert 009 A 6 2 Escaldes-Engordany, AD-700 Principat d'Andorra, en qualité d'administrateur-délégué chargé de la gestion journalière de la société, avec pouvoir d'engager la société par sa seule signature dans le cadre de cette gestion journalière, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de révoquer la société à responsabilité limitée MONTESQUIEU & ASSOCIES S.à r.l de son poste de commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de nommer la société FIDUCIAIRE BEAUMANOIR S.A., société anonyme ayant son siège social à L-1621 Luxembourg, 24, rue des Genêts, R.C.S. Luxembourg B 52.618, en qualité de nouveau commissaire aux comptes de la société, avec effet immédiat, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011080280/30.

(110088806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2011.

Norst European Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8081 Bertrange, 32, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 76.055.

—
EXTRAIT

Il en résulte d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date du 6 avril 2011 de la société anonyme Norst European Invest s.a. ayant son siège L-8081 Bertrange, 32 rue de Mamer Inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro B76055

L'assemblée a révoqué de sa fonction d'administrateur:

Monsieur Matthieu GILSON, né le 17 juillet 1978, demeurant professionnellement à L-8077 Bertrange, 183 rue de Luxembourg.

L'assemblée a nommé en qualité de nouvel administrateur:

Monsieur Thierry Girardet, né le 23 juin 1940, demeurant 26 rue de la Tour F-75016 Paris. Son mandat viendra à expiration lors de l'assemblée générale statutaire à tenir en 2016.

Luxembourg, le 7 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080385/18.

(110088661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Retail Operating Company Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8069 Bertrange, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 90.938.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 08 juin 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011080393/10.

(110088665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Rosy Blue Carat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 83.267.

—
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/10 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Juin 2011.

Rosy Blue Carat S.A.

Fides (Luxembourg) S.A.

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2011080394/15.

(110088156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juin 2011.

Immobilier Fashion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 64.704.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 26 mai 2011

Le mandat des administrateurs venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 comme suit:

- Monsieur Emmanuel BRIGANTI, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur et président;

- Monsieur Benoît DESSY, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur;

- Monsieur Cédric FINAZZI, employé privé, demeurant professionnellement au 19-21, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, administrateur.

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Fiduciaire MEVEA Luxembourg Sàrl, 45-47, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2011074095/25.

(110082063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.

K.C.H.N., Société Européenne.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 127.376.

Extrait des décisions du Conseil de surveillance en date du 5 mai 2011

Le Conseil de surveillance décide de:

- La démission de Monsieur Vlatislav BRIZA, demeurant à Emila Piterra 2139/15, PS 370 01 eské Bud jovice du poste de membre du directoire;

- La démission de Monsieur Branston Jay HAGGERTY, demeurant au 3566N, Murray Avenue, USA – WI 53211 Wisconsin du poste de membre du directoire;

- La démission de Monsieur Geoffrey Todd MAGISTRATE, demeurant au 4, Pikioni St., CY-Limassol du poste de membre du directoire délégué à la gestion journalière;

- La nomination de Monsieur Ondrej CELNER, né le 5 novembre 1979 à Prague, en République Tchéque, demeurant à Viklefova 1795/10, 130 00 Prague, en République Tchéque en tant que membre du Directoire jusqu'au 05/05/2017;

Le Conseil de surveillance prend note de:

- La modification de la raison sociale du Commissaire en "DUNE EXPERTISES" Sàrl et de son siège social à 75, Parc d'activités L-8308 Capellen.

Ces décisions sortent leur effet à la date du 5 mai 2011.

Certifié conforme

Référence de publication: 2011074112/22.

(110082480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2011.
